



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 13/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ROCHLING INDUSTRIAL NANCY

8 rue André Fruchard
BP 12 - MAXEVILLE
54320 Maxéville

Références : 2025_494
Code AIOT : 0006200420

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2025 dans l'établissement ROCHLING INDUSTRIAL NANCY implanté 8 rue André Fruchard BP 12 54320 Maxéville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite au dernier rapport de visite du 27/06/2024 (rapport référencé ES/RGZ/1097_2024) et à une plainte pour nuisances sonores reçue le 29/03/2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROCHLING INDUSTRIAL NANCY
- 8 rue André Fruchard BP 12 54320 Maxéville

- Code AIOT : 0006200420
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Rochling Industrial Nancy (RIN) appartient au groupe Rochling, lequel est implanté dans 25 pays. Le site de Maxéville est spécialisé dans la production de plaques isolantes en matériaux composites à partir de résines et de fibres de verre. Le site réalise également l'usinage de panneaux techniques provenant du groupe Rochling en Allemagne.

L'exploitation des installations est autorisée au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement par l'arrêté préfectoral d'autorisation 2002/273 du 11 juin 2004.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 15/01/2021, article 2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	4 mois
3	Rétention des eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.12	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Stockage Peroxyde	Arrêté Ministériel du 10/11/2008, article 3.8	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Bruit	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 48	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant les différentes non-conformités relevées lors de la visite du 27/06/2024, l'exploitant s'est mis en conformité ou a mis en place un plan d'actions pour se mettre en conformité. En particulier, un nouveau container spécifique au stockage des peroxydes a été mis en place.

Concernant les émissions sonores, les résultats des dernières mesures de 2022, qui respectent largement les valeurs limites, ne permettent pas de corroborer la plainte reçue à l'inspection des installations classées le 29/03/2025. Les résultats de nouvelles mesures sont attendus courant 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2021, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 30/05/2025
Prescription contrôlée : tableau recensant les rubriques de classement (...)
Constats : Les stockages, objets du classement à déclaration sous la rubrique 1510 (entrepôts couverts), sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">- Stockage RIN de produits finis : 14 000 m3- Stockage RIM des matières premières : 14 700 m3- Stockage de caisses et palettes en bois : 1000 m3 Le volume total est de 29 700 m3. Suite à la visite d'inspection du 27/06/2024 (rapport ES/RGZ/1097_2024), il avait été demandé à l'exploitant de produire un bilan de conformité par rapport à l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de la déclaration sous la rubrique 1510. Par courriel du 23/04/2025, l'exploitant a fourni ce bilan de conformité. Celui-ci fait état de non-conformités et l'exploitant a donc prévu un plan d'actions. En particulier : <ul style="list-style-type: none">- Implantation d'une détection automatique incendie dans le bâtiment RIM;- Rédaction d'un Plan de Défense Incendie ;- Vérification des murs coupe-feu.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection le planning de réalisation de son plan d'action pour l'implantation d'une détection automatique incendie dans le bâtiment RIM et la vérification du degré coupe-feu des murs. Il devra également transmettre son Plan de Défense Incendie sous un délai de 4 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Stockage Peroxyde

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2008, article 3.8
Thème(s) : Risques accidentels, Température
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 30/05/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La température des peroxydes organiques « et des substances ou mélanges autoréactifs » est suivie de manière directe, ou en cas d'impossibilité technique, de manière indirecte par une mesure de la température ambiante, afin de détecter le dépassement des seuils suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - t1, la température de première alerte ; - t2, la température d'urgence.
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite du 27/06/2024 (rapport ES/RGZ/1097_2024), il avait été demandé à l'exploitant de justifier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du respect des consignes en cas de dépassement des températures T1 et T2 ; - de la formation des opérateurs en ce qui concerne l'application des procédures de manipulation des peroxydes ; - de la mise en place d'un équipement avec report d'alarme au personnel d'astreinte au sein de la cellule permanente extérieure ; - de la mise en place des mesures barrières indiquées dans l'étude des dangers de 2021 (parois REI 120, fermeture automatique des portes et sonde de température avec alarme). <p>Lors de la visite du 10/04/2025, il a été constaté qu'une armoire de stockage spécifique et dédiée aux peroxydes (y compris les déchets) a été mise en place à l'extérieur sur une dalle béton. Cette armoire est implantée à 10 m des limites de propriété et est pourvue de parois REI 120. Elle est équipée de portes qui se referment automatiquement, d'un contrôle de température et de détections incendie.</p> <p>En cas de détection incendie ou de température supérieure à 25°C, une alarme visuelle se déclenche au niveau de l'armoire avec un report en salle de maintenance et dans l'allée principale de l'atelier de production.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un contrat de maintenance avait été établi pour cette armoire de stockage.</p> <p>Un système sera également installé au 3ème trimestre 2025 pour un report des détections sur les téléphones de maintenance et sur la télésurveillance.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le personnel étant amené à utiliser cette armoire de stockage a été formé.</p> <p>Par courriel du 23/09/2024, l'exploitant a envoyé le support de formation utilisé pour former les opérateurs devant manipuler des peroxydes.</p> <p>Un recyclage est effectué une fois par an.</p> <p>Un opérateur a été interrogé sur les procédures d'alerte concernant le stockage de peroxydes lors</p>

de la visite. Les consignes sont connues de cet opérateur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rétention des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.12

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que ceux-ci soient récupérés ou traités afin de prévenir toute pollution des sols, égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Constats :

La capacité de rétention des eaux d'extinction calculée dans l'étude de dangers de 2012 est de 1370 m³, et le site a actuellement une capacité de confinement de 400 m³.
L'exploitant étudie la possibilité d'installer deux citernes souples de 500 m³ chacune, la problématique principale étant la surface au sol nécessaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection les modalités de mise en place des rétentions ainsi que le planning de la réalisation des travaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 48

Thème(s) : Autre, Bruit

Prescription contrôlée :

I. Valeurs limites de bruit :

Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)

égal à 45 dB (A)		
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

[...]

III. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores :

[...] Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.

Constats :

Un courrier de plainte datant du 29/03/2025 et concernant des nuisances sonores a été reçu à la DREAL Grand Est. Le plaignant est connu de l'exploitant puisque de nombreux courriels de plainte ont été reçus par celui-ci.

Le jour de la visite, l'exploitant a présenté un rapport de mesures de bruit datant de moins de 3 ans (rapport Kaliès du 26/09/2022). 4 points de mesures en limite de propriété et un point en Zone à Émergence Réglementée ont été réalisés. L'ensemble des résultats est conforme (les valeurs mesurées sont inférieures d'au moins 10 décibels par rapport aux limites réglementaires, jour comme nuit).

L'exploitant a déclaré qu'aucune modification pouvant engendrer de nouvelles nuisances sonores n'a eu lieu depuis 2022. Il a également indiqué que de nouvelles mesures de bruit seront réalisées courant 2025.

A réception, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les résultats de ces mesures.

Type de suites proposées : Sans suite